

Les subsides

Canadiens ont envers leur pays et en leur aptitude à réussir sur la scène mondiale.

Malheureusement, les Canadiens ne partagent pas tous cette opinion. Il est évident, à la lecture de la motion dont la Chambre est saisie aujourd'hui, que la députée de Hamilton—Mountain (M^{me} Dewar) et ses collègues du Parlement fédéral, et j'ajoute aussi certains de ses collègues provinciaux de l'assemblée du Manitoba, n'ont pas la même confiance envers les Canadiens et envers l'avenir de notre pays. Ils semblent croire que plus l'appareil gouvernemental est imposant, mieux c'est pour nos concitoyens. Ils voudraient que l'État mène les Canadiens par le bout du nez, du berceau à la tombe.

Mais l'histoire nous apprend que le giron de l'État n'est pas sans ressembler à un tombeau. Il étouffe souvent ce qu'il veut protéger. L'histoire nous rappelle aussi qu'on risque souvent l'échec à vouloir régler des problèmes actuels avec une politique désuète.

C'est un phénomène assez curieux d'entendre les critiques actuels du libre-échange invoquer les mêmes slogans et brandir les mêmes spectres qu'au tournant du siècle, aux cours des campagnes de 1891 et de 1911. Il ne faudrait pas confondre la notion de patriotisme avec ce qui était à l'époque, sous bien des rapports, un sentiment de dévotion envers l'Empire britannique. La situation actuelle ne saurait être résolue dans le cadre de mesures valables dans les années 1891 et 1911, mais selon la politique propre aux années 1987, 1989 et au XXI^e siècle.

Certains constatent que la position des partis politiques varie au fil des ans. Etant historien de profession, je me rappelle très bien la position des différents partis politiques en 1891 et en 1911. Mais nous ne devrions jamais perdre de vue, il me semble, que les circonstances ne sont pas les mêmes aujourd'hui. Cette politique de bon aloi en 1891 ou en 1911 n'est pas pour autant valable en 1987 ou en 1997, comme beaucoup voudraient le faire croire à la Chambre maintenant.

Je suis très fier d'être Canadien. Je l'affirme parce que je suis né dans l'Ouest où j'ai fait la plus grande partie de mes études, mais aussi parce que j'ai étudié aux États-Unis et parce que j'ai vécu un certain temps à l'étranger. J'ai toujours su que je reviendrais vivre au Canada un jour. A vrai dire, je suis particulièrement heureux de constater que jamais il ne m'est venu à l'esprit que j'aurais pu vivre ailleurs pour des raisons économiques.

L'une des raisons pour lesquelles je me suis présenté à une élection partielle il y a quatre ans était que je crois en notre pays, en son potentiel et dans les gens qui l'habitent. Je crois en nos valeurs, en nos institutions et en notre façon exceptionnelle, à mon avis, d'apporter des solutions justes aux défis que nous avons à relever en tant que pays et en tant que peuple.

Je crois que nous sommes capables de relever les défis et, dans ce cas-ci, de saisir les occasions et ce, mieux que bien des gens; malheureusement, même certains Canadiens ne s'en rendent pas compte aujourd'hui. Il y a peut-être des raisons qui m'échappent, mais je m'inquiète du fait qu'il y a aujourd'hui des Canadiens qui semblent perdre confiance en eux-mêmes et en l'avenir. Il y a aujourd'hui des Canadiens qui sont paralysés par la peur de l'inconnu, pour ainsi dire.

Dans cet accord, le gouvernement demande aux Canadiens de continuer, comme ils l'ont toujours fait, à avoir confiance en eux et à être prêts à prendre des risques pour développer le

potentiel du Canada en vue de préparer l'avenir. Ce faisant, nous devons nous rappeler que nous ne vivons plus dans un monde isolationniste, comme dans une île. Nous sommes très intégrés à l'économie planétaire et nous dépendons beaucoup du commerce dans cette économie.

Je m'intéresse surtout à l'agriculture, comme vous le savez. Des agriculteurs m'ont demandé au cours de tribunes téléphoniques pourquoi nous nous inquiétons du commerce et pourquoi nous ne nous concentrons pas plutôt sur le marché intérieur canadien. Nous pourrions le faire et j'ose dire qu'il y a des députés qui préconisent une telle attitude, mais il nous en coûterait très cher.

Comme beaucoup d'entre nous qui représentent des circonscriptions agricoles le savent, 50 p. 100 du revenu agricole proviennent des exportations. En y renonçant, en négligeant les occasions qui se présentent dans l'accord de libre-échange et dans le GATT, on omet de préparer l'avenir, on renonce à cette moitié des revenus provenant des exportations et, en toute franchise, on renonce à préparer l'avenir d'au moins la moitié des Canadiens qui ne pourraient plus trouver d'emploi dans ce secteur.

Dans une économie planétaire, il faut soit faire face à la concurrence soit ne pas être concurrentiel. Pour pouvoir être concurrentiel, un pays industrialisé doit avoir un accès assuré à au moins 100 millions de personnes. Le Canada et l'Australie n'ont malheureusement pas une telle garantie chez eux. Nous considérons par conséquent un accord de libre-échange avec les États-Unis comme une solution à cette absence de garantie. Cet accord de libre-échange nous apportera cette garantie, il nous donnera accès à ce marché qui est au moins dix fois plus grand que le nôtre. C'est absolument indispensable pour tous les secteurs de notre économie, le secteur extractif, le secteur manufacturier et le secteur des services.

Les industriels canadiens, grands et petits, ont reconnu ce fait. C'est pourquoi presque toutes les associations industrielles au Canada, représentant les grands industriels comme les petits, appuient maintenant l'accord de libre-échange. Non seulement veulent-ils livrer concurrence, ils demandent qu'on leur en donne la chance. Ces Canadiens entrepreneurs se sont engagés à préserver les institutions sociales, économiques et culturelles qui nous sont propres. Ils savent que ces institutions canadiennes ne peuvent être fortes que dans la mesure où l'économie canadienne l'est aussi. Nous sommes bien sûr prêts à payer un certain prix pour être des Canadiens, mais nous avons besoin de la richesse qu'engendrent les échanges commerciaux, et nous avons besoin de la croissance économique qui en résulte afin d'être en mesure de nous affirmer Canadiens.

La souveraineté n'est pas donnée à un pays. C'est une chose qu'un pays acquiert jour après jour. Pour le Canada, à mon avis et de l'avis du gouvernement, les échanges commerciaux sont la clé de cette souveraineté.

M. Riis: Madame la Présidente, je remercie le député de ses observations fort réfléchies qui, je le reconnais, même si je ne suis pas d'accord avec bon nombre d'entre elles, ont su m'intéresser.

Je voudrais que le député réponde à une ou deux questions. Près de 80 p. 100 de nos échanges se font avec les États-Unis. Je ne pense pas qu'il y ait un seul pays au monde qui commerce dans une proportion aussi importante avec un autre